

Projet de texte alternatif

Pour une politique communiste

La France s'enlise dans une crise sociale, économique et politique extrêmement grave. Les capitalistes mènent une offensive implacable contre les droits et les conditions de vie des travailleurs et de leur famille. Avec le concours du gouvernement « socialiste » de François Hollande, ils s'efforcent de détruire toutes les conquêtes sociales et politiques du passé. Ils refoulent la société en arrière. L'Union Européenne pèse de tout son poids dans le même sens, en France et partout en Europe. L'expérience grecque montre que les dirigeants de l'Union Européenne ne reculent devant rien pour défendre les intérêts des capitalistes. Nous devons doter le parti d'un programme d'action à la hauteur de la situation.

Les grands médias organisent la promotion du Front National, dont la propagande divise les travailleurs et entrave l'action du mouvement ouvrier. Le besoin d'extirper le poison nationaliste et raciste fait partie intégrante de notre lutte contre la régression sociale. Aucun domaine n'est à l'abri de cette régression : emploi, santé, logement, éducation, services publics et équipements municipaux, retraites, 35 heures, salaire minimum, Code du Travail, droits syndicaux. Rien n'est sacré, sauf le profit. La voracité des grands actionnaires est sans limite. En même temps, le gouvernement Hollande impose des lois liberticides camouflées en « lutte antiterroriste ». L'évolution vers un régime reposant plus directement sur l'appareil policier et répressif souligne le caractère réactionnaire du système capitaliste et de la Cinquième République.

La justification des politiques d'« austérité », sous Sarkozy comme sous Hollande, était la création des conditions d'une reprise économique. En réalité, elles n'ont fait qu'enrichir davantage une minorité de riches aux dépens du plus grand nombre. L'économie stagne. Depuis 2008, elle affiche des taux de croissance extrêmement faibles, le plus souvent à peine au-dessus de 0%. Le capitalisme français perd du terrain non seulement sur le marché mondial, mais aussi au sein de l'Union Européenne et sur le marché intérieur français. La balance commerciale (la différence en valeur entre importations et exportations) de la France n'a jamais été positive depuis 2002. En 2013, elle affichait un solde négatif de 54 milliards. Au lieu de générer des profits par des investissements et par la conquête de nouveaux marchés, l'accumulation du capital passe avant tout par l'augmentation de la part des richesses conservée par les capitalistes au détriment du reste de la société.

Le capitalisme est en train de détruire l'infrastructure productive de notre pays. Restructurations, délocalisations et fermetures ont accéléré sa désindustrialisation. Au cours des vingt années précédant la crise de 2008, la position mondiale de la France – en particulier celle relative à l'Allemagne – s'est constamment dégradée. Depuis, son recul est encore plus marqué.

Sa part des marchés internationaux se contracte au rythme annuel moyen de 0,5 % et sa base industrielle se rétrécit. Tous les secteurs, industriels ou autres, enregistrent des suppressions d'emplois plus ou moins massives. PSA, Air France, SNCF, Arcelor-Mittal, Alcatel-Lucent, SFR, Bouygues Télécom, Hewlett-Packard, Sanofi, Doux, Groupama, Conforama, Puma, Castorama, Carrefour, Novandie, Nouvelles Frontières ; la liste des entreprises annonçant fermetures et suppressions d'emplois ne cesse de s'allonger. Le nombre de personnes sans travail ou en situation de sous-emploi se situe aux alentours de 6 millions. Chaque mois qui passe, les chômeurs de longue durée s'appauvrissent inexorablement.

Parallèlement à ce vandalisme économique, le capitalisme a ruiné les finances publiques. L'État subventionne massivement les capitalistes et paie pour atténuer les conséquences sociales de leur système, au regard de l'insuffisance des revenus des ménages et du chômage de masse. Depuis des décennies, les dépenses de l'État dépassent ses revenus. Plutôt que de taxer les capitalistes et les riches, il préfère s'endetter massivement auprès des banques et d'autres spéculateurs. En juin 2014, sa dette a dépassé la barre de 2000 milliards d'euros. Les seuls intérêts versés aux banques, année après année, s'élèvent à 50 milliards d'euros. Concrètement, le gouvernement français doit trouver sur les marchés financiers une somme se situant aux alentours d'un milliard d'euros par jour dont les trois quarts proviennent de prêteurs étrangers.

Sous prétexte d'assainissement des finances publiques, les impôts augmentent pour la masse de la population. En même temps, le financement des collectivités territoriales, de la santé, de l'Éducation Nationale et des services publics a fait l'objet de coupes draconiennes, ce qui n'empêche pas la dette publique de s'aggraver au rythme de 100 à 150 milliards d'euros par an. Ce saccage appelé pudiquement « austérité », ne fait qu'attiser la cupidité des capitalistes et des spéculateurs financiers, qui passe avant l'intérêt public. Pourtant, le remboursement des spéculateurs financiers n'a aucune justification. Le PCF devrait revendiquer l'annulation de la dette publique et l'utilisation des ressources ainsi dégagées pour répondre aux besoins de la société.

Sans l'annulation de la dette et sur la base du capitalisme, l'assainissement des finances publiques est pratiquement impossible. Il impliquerait une réduction des dépenses annuelles d'environ 100 milliards d'euros. Une réduction de cette ampleur provoquerait une profonde récession économique, détruisant en même temps la base financière de l'État. La dette publique de la France est donc hors de contrôle. L'austérité aggrave la situation économique parce qu'elle mène à une baisse de la demande. En même temps, l'augmentation annuelle massive de la dette ne peut pas continuer indéfiniment. À terme, son poids mettra le pays dans la même situation de quasi-faillite que l'Espagne ou l'Italie, avec le risque d'une contraction encore plus brutale de l'activité économique du pays. Telles sont les perspectives qui se dessinent pour la France sous le régime parasitaire du capitalisme.

Le chômage de masse sévit partout depuis le milieu des années 1970. Depuis maintenant huit ans, avec la stagnation de l'économie, il a pris une ampleur sans précédent et sans aucune amélioration significative en perspective. Ceci indique que nous ne sommes pas en train de vivre une simple crise « cyclique » mais un long déclin de l'ordre capitaliste, qui annonce la nécessité d'une transformation fondamentale de la société.

Les attentats ont donné lieu à une vaste opération politico-médiatique pour façonner un « consensus » favorable à l'État d'urgence et à la guerre. Il n'y a pas d'argent pour la santé publique, l'Éducation Nationale, les salaires ou les retraites. Mais pour la guerre, on peut dépenser sans compter. Le gouvernement réclame « l'union nationale » entre tous, qu'ils soient exploités ou exploités, qu'ils passent la nuit au château ou sur le trottoir. Les représentants de l'ordre établi, jusqu'alors largement détestés et discrédités, ont subitement pris l'allure de protecteurs. Avec la poursuite de la guerre, les marchands d'armes se frottent les mains. La violence, la destruction, la mort et la guerre leur sont toujours profitables.

L'État d'urgence signifie que le pouvoir répressif de l'État est renforcé. Juges, avocats, droits des citoyens, devenus encombrants, sont écartés des procédures. Officiellement mis en place pour lutter contre le terrorisme, l'État d'urgence supprime de nombreux droits démocratiques pour tous. L'interdiction de manifestations entrave l'action du mouvement ouvrier. Les perquisitions à domicile s'effectuent de façon violente. On n'hésite pas à fracasser les portes en pleine nuit et à brutaliser les occupants, qu'ils soient hommes, femmes ou enfants. La destruction des conquêtes sociales s'accompagne de la suppression de conquêtes politiques et démocratiques. Depuis toujours, les régimes d'exception, mis en place sous prétexte de lutte antiterroriste, se retournent contre les citoyens et contre le mouvement ouvrier. Ce fut le cas pendant la guerre d'Algérie, par exemple. Le Front National voit l'État d'urgence, à juste titre, comme un pas vers la réalisation de ses objectifs autoritaires. Il sert à intimider la population, à discipliner la société, à décourager la contestation.

L'imposition de ce régime était d'autant plus facile qu'elle n'a rencontré pratiquement aucune opposition parlementaire. Or, il est indispensable d'engager le parti tout entier dans la lutte contre l'État d'urgence, contre la guerre et contre tous les aspects de la politique réactionnaire de Hollande. Nous ne pouvons pas réclamer une nouvelle République plus démocratique et en même temps approuver, par le vote de nos députés, un régime d'exception qui rend la République actuelle encore moins démocratique qu'avant.

L'Union Européenne et l'expérience grecque

Exercées avec une brutalité de plus en plus flagrante – nous le voyons bien en Grèce ! – les pressions de l'Union Européenne ont un impact néfaste sur la vie économique, sociale et politique du continent. Cette vaste machine bureaucratique, sous contrôle exclusif des capitalistes, est tournée tout entière vers la destruction progressive des acquis des travailleurs. Elle veut balayer tout ce qui fait obstacle à la loi du profit. Si les travailleurs veulent éviter la destruction des acquis sociaux chèrement gagnés et une dégradation importante de leur niveau de vie, ils n'auront pas d'autre choix que la lutte. Mais en même temps, le ressentiment populaire contre les dictats de l'Union Européenne tend à renforcer les mouvements nationalistes et racistes que l'on observe pratiquement partout en Europe. En France, le Front National est porté par ce ressentiment. Pour lutter efficacement contre le danger qu'il représente, notre parti ne peut se permettre la moindre ambiguïté sur la question de l'Union Européenne. Il doit prendre clairement position contre l'Union Européenne et présenter un programme de lutte pour en finir avec les intérêts de classe qu'elle incarne.

Les instances dirigeantes de l'Union Européenne et de la Banque Centrale Européenne (BCE) ne sont pas neutres ou « indépendantes ». Sans aucun contrôle démocratique, elles ont été mises en place pour défendre les seuls intérêts des plus grands groupes de la finance, de l'industrie et du commerce, et c'est exactement ce qu'elles font. L'indifférence totale des bureaucrates aux commandes à l'égard des conséquences sociales de leurs décisions a été amplement détaillée par les représentants du gouvernement Tsipras, qui avait tenté de « négocier » avec eux. En réalité, il ne s'agissait pas d'une négociation, mais d'une succession d'exigences aussi implacables que destructrices, assorties de menaces et de chantages. Voilà la réalité de l'Union Européenne ! C'est un outil des grands capitalistes qui dominent le continent. Il sert à organiser l'exploitation des ressources humaines et matérielles au profit des capitalistes et à imposer la régression sociale à l'échelle européenne. Son caractère de classe est donc évident. Tous les aspects de sa politique en témoignent.

La victoire de Syriza aux élections du 25 janvier 2015 a été accueillie avec enthousiasme par les militants du mouvement ouvrier de toute l'Europe. Ce jour-là, Tsipras avait déclaré : « Aujourd'hui, nous avons mis fin à l'austérité. » Mais les choses n'étaient pas aussi simples. Des ennemis puissants se rangeaient contre le nouveau gouvernement. A l'intérieur du pays, la classe capitaliste grecque, responsable de la ruine du pays, la droite, l'extrême-droite et les

« socialistes » du PASOK lui étaient totalement hostiles. À l'extérieur, le FMI, la BCE, l'Eurogroupe et le Conseil Européen, la majorité du Parlement Européen, tous les groupes bancaires et tous les grands acteurs du « marché mondial » faisaient bloc contre lui. Face à cela, un simple changement de gouvernement ne change pas grand-chose.

L'expérience grecque est très riche d'enseignements. Il ne s'agit pas de « donner des leçons » au Grecs mais au contraire d'apprendre à partir de leur expérience. La politique initiale de Tsipras se fondait sur la possibilité d'un compromis avec les grandes puissances européennes et l'oligarchie grecque. Cela signifiait qu'il fallait convaincre l'Union Européenne d'accepter une politique de réformes sociales diamétralement opposées aux intérêts de la classe capitaliste. Cette démarche illusoire n'a pas longtemps résisté à la réalité. Pour le capitalisme allemand, en particulier, des intérêts absolument vitaux étaient en jeu. Les exportations allemandes ont produit, en 2014, un excédant commercial de 217 milliards d'euros. Une réduction de la valeur de ses exportations menacerait les fondements mêmes de son économie. Par conséquent, la maîtrise de la politique monétaire européenne est un enjeu crucial pour l'Allemagne. Les soi-disant « négociations » n'ont pas abouti et ne pouvaient pas aboutir. L'attitude inflexible de Merkel était aussi un avertissement à tous les gouvernements et peuples de l'Europe. Il s'agissait d'écraser tout espoir d'une alternative possible à la politique d'austérité.

Face à l'impasse des négociations, le gouvernement grec a organisé un référendum qui a massivement rejeté le chantage de l'Union Européenne. Merkel est devenue encore plus menaçante. Sous pression, Tsipras s'est engagé à appliquer une politique d'austérité draconienne : privatisations d'une valeur de 50 milliards d'euros, hausse significative de la TVA et d'autres taxes, très forte réduction des dépenses publiques et sociales, réforme repoussant l'âge de la retraite à 67 ans, lois facilitant des licenciements « collectifs », dénonciation des conventions collectives et restriction du droit de grève. La gestion de la politique budgétaire de la Grèce est placée sous le contrôle des puissances étrangères, l'Allemagne en tête. En cas de « dérive », l'Union Européenne peut provoquer un effondrement total de l'économie grecque. Le pays est en train d'être pillé au profit des grands groupes capitalistes européens ; ceux de la France et de l'Allemagne figurent en bonne place parmi les acquéreurs des industries privatisées. Les « aides » financières récemment accordées à la Grèce ne font qu'augmenter d'autant l'endettement du pays. Dans le carcan et sous les dictats de l'Union Européenne, la situation dans le pays ne peut que s'aggraver. Les travailleurs grecs n'ont certainement pas dit leur dernier mot. Des résistances et des luttes sont inévitables. Les perspectives qui se dessinent pour la Grèce sont chargées de possibilités révolutionnaires, certes, mais aussi contre-révolutionnaires. Les communistes doivent suivre l'évolution de la situation très attentivement et se tenir à côté des travailleurs grecs dans leurs luttes présentes et futures. Mais la plus grande solidarité que nous pouvons leur offrir est de tirer les enseignements de leur expérience et d'en tenir compte dans l'élaboration d'un programme de lutte contre l'Union Européenne et le système capitaliste.

L'Union Européenne a pris forme à partir de la « Communauté Economique Européenne », créée en 1957 avec le Traité de Rome. A l'époque, la création d'une zone de libre-échange européenne était un projet américain et figurait dans le Plan Marshall dans le cadre de la « guerre froide ». Mais au-delà des origines « américaines » de la zone, l'émergence ultérieure de l'Union Européenne répondait surtout aux intérêts des grands groupes industriels, financiers et commerciaux du continent. La concentration du capital entre leurs mains est allée de pair avec une forte interpénétration des économies nationales. La monnaie unique était mise en place pour renforcer l'assise internationale de ces entreprises et banques géantes, en les protégeant des taux d'échange variables des anciennes monnaies nationales. Progressivement, un appareil bureaucratique de plus en plus vaste a été mis en place, avec pour mission de veiller aux intérêts des grands groupes capitalistes. Ceux-ci ne veulent pas prendre de risques. Ce n'est pas pour rien que l'Union Européenne est fondamentalement antidémocratique. Le « parlement européen » n'a que des pouvoirs extrêmement réduits. Il est très loin des électeurs nationaux qui n'ont pratiquement aucune idée de ses soi-disant « travaux ». Les vrais pouvoirs sont

concentrés entre les mains d'une caste de bureaucrates réactionnaires, dont la politique est façonnée par les impératifs du capitalisme européen.

Bien avant sa réunification, l'Allemagne était déjà le plus puissant des pays européens. Mais depuis 1989, l'écart avec les autres pays du continent – y compris la France – n'a cessé de grandir. Aujourd'hui, l'Allemagne est clairement la puissance dirigeante et dominante de l'Union Européenne. Derrière la façade de la « coopération », tous les États n'ont pas les mêmes intérêts. Chacun s'efforce d'utiliser l'UE à ses propres fins, mais les plus faibles subissent la loi des plus forts. Si le capitalisme allemand n'obtient pas nécessairement tout ce qu'il veut de la bureaucratie européenne, il faut dire que jamais aucune décision importante ne peut être prise sans son accord ou en contradiction avec ses intérêts. Cette domination constitue, par la force des choses, une atteinte à la souveraineté des pays comme la Grèce, avec seulement 2% du PIB européen, ou le Portugal. Même l'Espagne et l'Italie n'ont aucune prise réelle sur la politique monétaire européenne.

Première puissance industrielle du continent, quatrième puissance mondiale, grande prêteuse de capitaux, l'Allemagne exporte entre 35% et 40% de sa production. Aucun autre pays n'est à ce niveau d'exportation. La Chine, par exemple, n'en exporte que 30%. Ainsi, les intérêts de l'Allemagne exigent une monnaie forte afin de protéger la valeur de ses exportations. Par contre, les pays les plus faibles de l'UE préféreraient une monnaie faible pour rendre leurs exportations plus compétitives ou pour réduire le poids de leur dette. Malgré la grande diversité d'intérêts parmi les pays de l'UE, le contrôle de cette politique est fermement entre les mains de l'État allemand et, accessoirement, de celui de la France. Ce conflit d'intérêts est au cœur des tensions croissantes entre les États européens.

Les courbes de tous les indicateurs montrent que l'année 2008 a marqué un tournant dans l'évolution des économies européennes. Dans la période précédente, déjà, les inégalités sociales s'accroissaient dans tous les pays de l'UE, la concentration des richesses s'accroissait, le chômage de masse persistait, la précarité de l'emploi s'aggravait. L'écart entre les pays les plus riches et les pays « périphériques » grandissait, également. Mais le brusque tournant dans l'économie mondiale – et particulièrement européenne – en 2008 a fait que toutes ces tendances négatives se sont accentuées. La promesse de croissance et de stabilité s'est complètement évaporée. La seule perspective que l'Union Européenne ouvre aux peuples est celle de l'« austerité ». L'Union Européenne engraisse les capitalistes, mais pour les peuples, elle signifie la régression sociale permanente.

Notre programme

La réalité de l'Union Européenne et les événements en Grèce nous apprennent beaucoup sur la nature des problèmes auxquels nous sommes confrontés avec des implications très importantes pour notre programme. Jusqu'à présent, la direction du parti a formulé un certain nombre de propositions pour modifier le fonctionnement de l'Union Européenne, et notamment de la BCE. Mais le parti ne peut pas en rester là. L'Union Européenne constitue un ennemi implacable à l'égard de tous ceux qui se mobilisent contre la régression sociale. Ceci découle de sa nature de classe. Les instances qui la dirigent ne se laissent pas impressionner par des expressions de souveraineté populaire, comme en témoigne le refus de prendre en compte la volonté du peuple grec lors des élections du 25 janvier et du référendum du 5 juillet 2015. Il en avait déjà été de même pour le « non » français en 2005. Les travailleurs qui représentent l'écrasante majorité de la population de l'Europe n'ont absolument aucune prise sur la politique de l'UE, au service exclusif de la classe capitaliste. Par conséquent, au lieu d'entretenir l'illusion d'une impossible réforme, le parti a besoin de s'armer d'une stratégie de lutte contre l'Union Européenne, sur la base d'un programme frappant au cœur même des intérêts capitalistes qu'elle représente.

La BCE constitue le socle même de tout l'édifice de la finance capitaliste européenne. Sa transformation en un instrument de progrès social, agissant contre l'intérêt des capitalistes est inconcevable. Même si une telle réforme était imaginable, qui la mettrait en application et dans

quelles circonstances ? On ne trouve nulle part, ni dans nos publications, ni dans les interventions de nos dirigeants, ne serait-ce qu'une tentative de répondre à ces questions pourtant fondamentales. Si nous disons qu'une « autre » Union Européenne est possible, que nous proposons une réforme de la BCE pour qu'elle devienne un instrument de progrès social, de création des emplois, de financement des services publics, etc., sans préciser par qui et comment cette réforme pourrait être mise en application, nous avons très peu de chances d'être écoutés. C'est une approche trop abstraite et passive.

Nous ne sommes pas contre des propositions de réformes lorsque celles-ci ont un contenu concret et lorsque leur réalisation est à la portée de notre combat. La Sécurité Sociale, le logement social, le SMIC, les 35 heures, les allocations chômage, etc. – parmi bien d'autres – étaient des réformes arrachées-au prix de longues et âpres luttes. Mais tout ne peut pas être réformé. Sous le capitalisme, on ne fera jamais du Pentagone un défenseur de la paix dans le monde, pas plus que du FMI de l'OMC ou de la BCE des instruments de lutte contre le capitalisme. Nous n'avons absolument aucune prise possible sur la BCE, pas plus que sur le Conseil Européen ou l'Eurogroupe. L'Union Européenne est implacable dans son opposition au progrès social. A nous d'être tout aussi implacables dans notre opposition à l'Union Européenne.

La sortie de l'Union Européenne est une perspective qui n'est pas purement théorique, puisqu'elle se posait concrètement pour la Grèce, pendant le bras-de-fer entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe et se pose encore actuellement. La direction du parti a rappelé que la sortie de l'Union Européenne ne permettrait pas de se mettre à l'abri des marchés financiers. Mais cette affirmation, même si elle est fondée, ne nous avance pas beaucoup, puisque rester dans l'Union Européenne ne le permet pas non plus. Il est vrai que, dans le cas de la Grèce, un retour à la drachme aurait instauré une monnaie de très faible valeur, compte tenu de la situation économique du pays. Mais dans ou en dehors de la zone euro, le problème de comment se libérer du capitalisme se pose toujours, non seulement pour la Grèce, mais aussi pour la France et tous les autres pays du continent.

Clairement, toute tentative sérieuse de rompre avec l'austérité porterait gravement atteinte aux intérêts des capitalistes. Elle rencontrerait une résistance absolument implacable de la part de l'Union Européenne. La lutte contre le capital dans un pays donné et la lutte contre l'Union Européenne se confondent, pour ainsi dire, en une seule lutte. En France, comme en Grèce, une lutte sérieuse contre les intérêts capitalistes nous mettrait en contradiction complète avec les lois et les traités européens. En finir avec l'austérité et se libérer du capitalisme est inconcevable sans une rupture avec l'Union Européenne.

L'élaboration d'un programme communiste pour combattre le capitalisme français et porter un coup dévastateur à l'Union Européenne nous ramène aux batailles idéologiques et programmatiques qui ont marqué toute l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses origines, entre réformistes et révolutionnaires. Dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels décrivent le réformisme comme l'ambition de « *guérir les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage* ». Le réformisme est fondé sur l'idée qu'il est possible de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans le cadre de ce même système. Cependant, à notre époque, où la défense des intérêts capitalistes exige la régression sociale, les réformistes qui se trouvent au gouvernement, sont dans l'obligation de choisir entre les réalités du système et leurs projets de réforme. L'évolution du Parti Socialiste s'explique par cette contradiction incontournable. Comme Hollande, Valls, Macron et les autres, la direction du Parti Socialiste est passée du réformisme aux « réformisme sans réformes » et finalement à la contre-réforme, pour devenir un agent conscient et cynique du capitalisme et de l'impérialisme, ouvertement hostile au mouvement ouvrier. A une époque où le capitalisme impose la régression sociale, sa faillite entraîne le réformisme avec elle. Plus que jamais, la lutte contre l'austérité et pour de nouvelles avancées sociales et démocratiques doit être liée à la lutte contre la propriété privée des moyens de production, seul moyen de briser la capacité de résistance des capitalistes.

Il ne faut pas opposer les luttes immédiates à une politique révolutionnaire, comme si elles étaient mutuellement exclusives. Dans un programme authentiquement communiste, elles sont au contraire inextricablement liées dans un même mouvement. Une politique révolutionnaire ne nie aucunement la nécessité de défendre et, si possible, étendre les gains du passé. Les communistes sont pleinement impliqués dans des luttes concrètes sur de nombreux fronts : emplois, salaires, précarité sous toutes ses formes, services publics, inégalités et discriminations sexistes et racistes, droits démocratiques, « sans-papiers », droit de vote des étrangers, logement, éducation, santé et bien d'autres encore. Ces luttes constituent, pour ainsi dire, le « quotidien » de l'action syndicaliste et communiste. Cependant, notre programme ne peut se limiter aux revendications « immédiates » qui, par la force des choses, sont essentiellement défensives. Nous luttons dans le présent, mais nous devons en même temps préparer l'avenir et les étapes ultérieures de la lutte. Il faut ouvrir la perspective d'une rupture décisive avec le capitalisme, en indiquant aussi clairement que possible par quels chemins et dans quelles conditions cette rupture pourrait s'effectuer.

À partir de l'expérience concrète des luttes syndicales et politiques de la dernière période, il n'est pas difficile de comprendre que tant qu'elles demeurent isolées, partielles et épisodiques, même si elles donnent parfois des résultats positifs, elles ne peuvent être que d'une efficacité limitée. Nous connaissons tous de nombreux exemples de luttes réussies. Mais souvent elles se soldent par des défaites. Même la lutte contre la réforme des retraites en 2010, malgré son caractère massif et sa durée, n'a pas réussi à obtenir l'abandon de la réforme. La régression sociale se poursuit dans tous les domaines. Tel un homme qui gravit péniblement et lentement les marches d'un escalier mécanique descendant, les luttes n'arrivent pas à inverser la tendance. Les acquis d'un jour sont menacés et minés par les capitalistes et leurs agents gouvernementaux. Aujourd'hui, on s'attaque de nouveau aux retraites, aux 35 heures, au salaire minimum, au Code du Travail, aux droits syndicaux, à la santé et la sécurité sociale, à l'Education Nationale. Entre 5 et 6 millions de personnes sont déjà au chômage et le chiffre s'aggrave de mois en mois. La société est refoulée en arrière.

Cette situation rappelle la citation bien connue du multi-milliardaire américain Warren Buffet : *« Il y a une guerre entre les classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre. Et nous sommes en train de la gagner ! »* Elle souligne la nécessité impérieuse d'unir les travailleurs autour d'un programme pour en finir avec le capitalisme. Le mouvement ouvrier a besoin d'un programme qui relie les revendications immédiates et partielles à des mesures qui s'attaquent à la source du pouvoir des capitalistes, à savoir la propriété privée des banques et des grands groupes de l'industrie et du commerce. Ce programme ne peut venir que du Parti Communiste. En finir avec l'austérité, avec l'injustice sociale, l'exploitation et le chômage de masse est inconcevable tant que les capitalistes conservent leur pouvoir économique. C'est la réalité de notre époque, et notre programme devrait en tenir pleinement compte, ce qui n'est pas le cas actuellement. Au contraire, au fil des années, il a été progressivement vidé de ses éléments spécifiquement communistes.

La revendication de nationalisations a été coupée du programme du PCF sous la direction de Robert Hue dans les années 90. Elle n'a été que très partiellement et vaguement réintroduite depuis. Parfois reviennent des allusions à la nationalisation « de banques », sans préciser lesquelles et sans expliquer pourquoi les autres seraient laissées aux capitalistes. Le parti devrait sortir de cette ambiguïté en incorporant dans son programme la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier, du crédit et des assurances. Il faudrait aussi préciser que cette nationalisation ne doit pas se faire comme celles du passé qui ont maintenu les anciennes structures bancaires et les méthodes de gestion capitalistes. Il faut soumettre le secteur bancaire à un contrôle public et démocratique. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons enlever aux capitalistes cette arme redoutable que constitue le contrôle du secteur financier et mettre un terme à leurs opérations spéculatives. La prise de contrôle public de l'ensemble du secteur financier ouvrirait la voie à l'utilisation des ressources financières nationales dans l'intérêt de la

population. Elle porterait par la même occasion un coup puissant à tout l'édifice financier de l'Union Européenne.

De la même façon, dans sa propagande et dans son action militante, le parti devrait expliquer la nécessité de nationaliser toutes les entreprises capitalistes géantes qui dominent l'économie – et donc la société toute entière. En rapport avec les luttes, c'est une approche qui serait comprise par beaucoup de travailleurs. Dans le conflit chez Air France, les médias, le gouvernement, et la justice ont focalisé l'attention du public sur une chemise déchirée. Nous aurions dû mener campagne pour la renationalisation d'Air France (sans indemnisation des grands actionnaires) pour se débarrasser du vandalisme industriel de ses dirigeants actuels et pour que l'entreprise ne soit plus gérée dans l'intérêt des actionnaires.

Cette même lacune dans notre approche était évidente lors de la lutte des salariés d'Arcelor-Mittal en 2012-2013, après la décision de démanteler le site de Florange. Les travailleurs luttaient pour défendre l'outil productif et éviter la suppression massive d'emplois. La direction du PCF a réclamé une réunion de tous les acteurs impliqués afin de « *dégager un prêt à très bas taux d'intérêt de 600 millions d'euros* » pour réaliser les investissements nécessaires. Plutôt que de réclamer de nouvelles sources de financement à des taux avantageux pour Mittal (qui était déjà lourdement subventionné par l'État), nous aurions mieux fait de réclamer la nationalisation de l'entreprise, sous le contrôle démocratique des salariés et des pouvoirs publics. On peut produire de l'acier sans les capitalistes et garantir en même temps des conditions de travail et la sécurité de l'emploi dont les travailleurs du secteur ont besoin. Les mandarins réactionnaires de l'Union Européenne crieront leur indignation. Ils diront que la nationalisation de l'industrie métallurgique est contraire aux traités européens, à la concurrence « libre et non faussée », remettant en cause les fondements mêmes de l'Union Européenne. Et ils auront parfaitement raison. C'est aussi l'un de nos objectifs.

La réintégration de l'expropriation des capitalistes dans le programme du PCF donnerait beaucoup plus de force et de cohérence à l'ensemble de sa plate-forme revendicative. Lorsque nous présentons nos revendications pour l'augmentation des salaires, la réduction de la semaine de travail sans perte de salaire, l'extension des droits des salariés, le droit de veto des organisations syndicales relatif aux restructurations et aux licenciements, les salariés nous répondent souvent qu'il suffirait d'appliquer ne serait-ce que le quart de ce programme pour que les employeurs mettent la clé sous la porte ! Quelle est notre réponse à cet argument ? Quel capitaliste, après tout, va investir dans une entreprise où ses décisions peuvent être annulées par les salariés et ses marges de profit réduites par des augmentations de salaire et des réductions d'horaires ? La force motrice du capitalisme, c'est le profit. Porter atteinte au profit, c'est s'exposer aux représailles, menaces de licenciements, délocalisations et fermetures. Il faut pouvoir désarmer le capitaliste, le priver de ses moyens de résistance. C'est pourquoi nous devrions réintégrer dans notre programme la nationalisation – ou « socialisation » si l'on préfère – des grandes entreprises industrielles et commerciales, ainsi que la prise de contrôle par les salariés de toute autre entreprise qui menace de supprimer des emplois, de délocaliser ou de fermer.

L'idée d'une « planification écologique » a été largement popularisée par le PCF et le Front de Gauche, à juste titre. Le saccage de l'environnement – avec ses graves répercussions sur la santé publique – est l'une des manifestations les plus effroyables de l'impasse dans laquelle le système capitaliste pousse l'humanité. Les mécanismes de la concurrence et de la course aux profits sont en contradiction complète avec une gestion rationnelle des richesses naturelles et technologiques, sans laquelle il ne sera pas possible d'en finir avec la pollution des mers, des sols et de l'air – comme avec l'ensemble des menaces écologiques. Qu'il s'agisse de l'utilisation abusive des OGM, des problèmes associés au gaz de schiste, aux pesticides, à la déforestation ou à la pêche intensive, etc., la gestion des ressources de la planète implique une planification démocratique de la production dans l'intérêt de l'ensemble de la société. Or, les capitalistes ne s'intéressent qu'au profit. On ne peut pas planifier ce que l'on ne contrôle pas. Aussi la planification écologique devra-t-elle se fonder, pour être efficace, sur une planification démocratique

de l'ensemble des grands leviers de l'économie : banques, industries, transports, etc. Le secteur énergétique et le réseau de traitement et de distribution de l'eau devraient être propriété publique à 100%. Pour réserver l'environnement et les grands équilibres écologiques, il est indispensable de libérer l'économie de l'emprise de la classe capitaliste.

Si la nationalisation a sa place dans les luttes immédiates, elle doit former le socle, à une échelle plus grande, de ce « projet de société », que les militants dans les sections ont souvent pointé comme une lacune majeure dans notre programme. Dénoncer les injustices, s'engager dans les luttes, tout ceci est indispensable. Mais quelle est l'alternative au capitalisme ? C'est parce que les travailleurs n'en voient pas qu'ils s'y résignent. C'est aussi l'un des facteurs qui poussent certains d'entre eux dans les bras de la droite et du Front National. S'il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde, les uns travailleront et pas les autres. Et en l'absence d'une alternative, le Front National s'efforce de dresser les travailleurs les uns contre les autres, en disant que les « Français » devraient passer en priorité. Ceci nous rappelle le vieil aphorisme marxiste, selon lequel la question nationale, chez les travailleurs, est au fond une question de pain quotidien, une question de survie. Le gouvernement « socialiste » travaille dans le même sens que le Front National, de ce point de vue. En montrant du doigt les « privilégiés » de la Fonction Publique, les chômeurs « fraudeurs » et les syndicats qui empêcheraient des gens de travailler, tout est fait pour exciter jalousies et rancunes et diviser les salariés entre eux. L'attitude du gouvernement envers les « migrants » et les réfugiés, à l'heure où il intensifie les bombardements au Moyen-Orient, alimente le racisme également. Notre lutte va à l'encontre de tous ces préjugés. Nous voulons unir les travailleurs dans la défense de leurs intérêts communs. Ouvrir la perspective d'une société fondée sur la propriété publique et démocratique des moyens de production, libérée de l'emprise des capitalistes, où les citoyens n'auront plus à se battre entre eux pour pouvoir vivre dignement, nous aidera grandement dans ce combat.

Renforcer le PCF : cellules de quartier et d'entreprise, formation, démocratie interne

Parmi les grandes priorités de notre action militante quotidienne, il y a l'augmentation des effectifs du parti. Ses sections ont un niveau de viabilité et d'activité très divers selon les cas. Il y a des raisons différentes à cela. Cependant, de manière générale, il est clair que celles qui parviennent à s'engager sérieusement dans les luttes locales et qui travaillent en relation avec la CGT ou d'autres syndicats combatifs peuvent plus facilement se développer que d'autres. Par la force des choses, les activités liées aux différentes échéances électorales absorbent une partie considérable du temps et de l'énergie des sections, mais les structures locales ne doivent pas devenir de simples « machines électorales ». Le PCF est l'instrument d'une lutte qui doit se mener sur plusieurs fronts – social, politique, électoral, idéologique – qui sont indissociables les uns des autres.

À chaque fois que les circonstances le permettent, les sections devraient constituer des cellules dans les quartiers. Les cellules rapprochent les adhérents entre eux, enrichissent la discussion politique et favorisent une activité militante de proximité en rapport avec la vie des quartiers et des entreprises locales. Des cellules dans les entreprises et autres lieux de travail devraient également être envisagées à chaque fois qu'elles peuvent être établies sur des bases stables et viables. Une augmentation du nombre de cellules de quartier et d'entreprise serait le signe d'un réel progrès dans l'élargissement de la base militante du PCF et contribuerait à la diffusion de *L'Humanité* et de *L'Humanité Dimanche*.

Les sections locales sont organisées, de manière générale, sur des bases démocratiques. Les adhérents peuvent s'y exprimer librement, élire les responsables et exercer un contrôle collectif et démocratique sur tous les aspects de son organisation interne et de son activité publique. Cette démocratie interne est indispensable à la construction du parti sur des bases saines et porteuses d'avenir. Cependant, dans les échelons supérieurs de notre parti, il existe encore des pratiques qui sont loin d'être démocratiques et qu'il convient de supprimer. Ici n'est pas le lieu

d'en faire un inventaire complet, mais à titre d'exemple, la procédure en vigueur pour l'élection du Conseil National est inacceptable. Une liste de noms, concoctée selon des critères peu transparents, validée par le Conseil National sortant, est présentée aux délégués au Congrès National. Cette liste n'est pas connue, avant le congrès, des membres du parti. Au congrès, la liste imprimée sert aussi de bulletin de vote. Les délégués qui approuvent la liste déposent le bulletin dans une urne. Ceux qui ne l'approuvent pas n'y déposent rien. Il n'existe aucun moyen de voter contre, et tout marquage sur le bulletin annule sa validité. Ainsi, la composition du nouveau CN proposée par le sortant est inévitablement approuvée avec 100 % des voix, indépendamment du nombre de délégués qui l'approuvent. Cette pratique n'est pas digne d'un parti qui se veut démocratique.

Une démocratisation de notre fonctionnement interne permettrait un rapprochement entre les instances dirigeantes et l'ensemble des adhérents. Elle réduirait le risque de décisions prises en haut – comme celle de voter pour l'État d'urgence – qui sont en contradiction complète avec les idées et aspirations des militants.

Notre parti compte par ailleurs des milliers d'élus. Très souvent, ces camarades se battent pour notre cause de façon courageuse et désintéressée. Mais il arrive que des élus se laissent impressionner par le prestige et les avantages divers qui peuvent être attachés à leur fonction, au risque de perdre contact avec la base et même de se considérer comme libres de toute obligation à son égard. Nous devons réfléchir aux moyens de mieux contrecarrer ce phénomène, de façon à ce que les adhérents puissent exercer dans tous les cas un contrôle effectif sur ses élus.

Notre lutte contre le capitalisme se mène sur plusieurs plans. Nous devons défendre les intérêts économiques et sociaux des travailleurs et mener des combats sur le plan électoral. Mais il y a aussi la lutte idéologique, pour la théorie, qui est d'une importance cruciale. Les idées du communisme sont constamment attaquées et tournées en dérision par nos adversaires politiques et dans les médias. Face à cette offensive idéologique, nos réponses ont trop souvent manqué de clarté. Le parti en a beaucoup souffert. Parmi les arguments mobilisés contre les communistes, il y a par exemple l'expérience de l'URSS et du « stalinisme » en général. La dictature et la bureaucratie sont présentées comme des phénomènes inhérents au socialisme et une conséquence inéluctable de l'abolition de la propriété capitaliste. Restée largement sans réponse, cette « explication » du stalinisme a marqué les esprits à une échelle massive. Certes, après avoir détruit l'ancien régime et lutté pour défendre la révolution contre ses ennemis, les révolutionnaires russes n'ont pu empêcher la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique. Mais cela signifie-t-il que cette révolution n'a rien à nous apprendre ? Est-ce qu'elle ne recèle pas, comme toutes les révolutions du passé, victorieuses ou vaincues, de précieux enseignements pour tous ceux qui, à notre époque, aspirent à changer la société ? Et si oui, lesquels ? Quelles sont les causes profondes de la dégénérescence de l'URSS ? Notre direction nationale n'apporte aucune réponse solide à ces questions – ni à bien d'autres du même ordre. On peut difficilement éviter l'impression qu'elle ne se les pose même pas. Tant que nous n'apportons pas de réponses cohérentes aux interrogations légitimes qui existent sur ces problèmes, nous n'arriverons jamais à convaincre les travailleurs et la jeunesse que le communisme ne porte pas en lui le germe du totalitarisme. Les problèmes théoriques ne se limitent pas à la question du « stalinisme », que nous avons évoquée ici à titre d'exemple. Les jeunes et les travailleurs qui s'opposent au capitalisme s'intéressent à de très nombreuses questions politiques, historiques et philosophiques. Que penser de la théorie marxiste de l'État, du matérialisme dialectique, de la théorie économique de Marx ? Quelles sont, selon nous, les perspectives pour Cuba ou pour le Venezuela ? Quelles sont nos idées sur l'évolution de la Chine ? Qu'est-ce qui explique la montée du « fondamentalisme islamique » ?

L'étude de l'histoire et des bases théoriques du marxisme n'est pas, pour nous, une tâche académique. Elle sert à nous armer davantage dans notre lutte contre l'idéologie capitaliste.

Clairement, le parti devrait accorder plus d'importance à la théorie, mais il est évident qu'il ne peut pas tout faire. Des discussions et formations internes peuvent aider dans une certaine mesure, mais la maîtrise des idées fondamentales du marxisme et de l'histoire du mouvement ouvrier implique des lectures, de la réflexion et, par conséquent, un certain investissement personnel. Certaines sections locales ont créé des bibliothèques, par exemple. Si plus de camarades avaient une connaissance ne serait-ce que des « classiques » de la pensée marxiste, comme par exemple *Le Manifeste Communiste*, ou *Salaire, Prix et Profit*, ou encore *Socialisme Utopique et Scientifique*, cela contribuerait à l'enrichissement idéologique du parti dans son ensemble. Les camarades qui découvrent ces œuvres verraient que, contrairement à un préjugé très répandu, le marxisme n'est pas un dogme figé, composé de thèses valables en toutes circonstances. Il faut toujours partir de la réalité vivante, concrète, à laquelle nous sommes confrontés. Par un effort à la fois individuel et collectif dans le domaine de la formation théorique, nous serons mieux à même de répondre aux interrogations de ceux et celles que nous voulons intéresser à notre cause. Sans une attitude plus sérieuse envers les questions théoriques et historiques, il ne sera pas possible d'assurer le développement du parti authentiquement révolutionnaire dont nous avons besoin.

Alliances électorales

Le problème des alliances électorales absorbe une partie trop importante du temps et de l'énergie de la direction nationale et de toutes les autres instances du parti, y compris les sections locales. Les complications, discordes et irritations relatives aux alliances électorales peuvent parfois peser sur le moral des militants et les détournent de préoccupations plus intéressantes du point de vue de la lutte contre le capitalisme. La baisse des effectifs du parti (et donc de son implantation sociale et électorale) pendant une longue période, avec une baisse correspondante de ses ressources financières, l'a mis en position de faiblesse par rapport au passé. Les problèmes relatifs aux alliances seraient bien plus simplement réglés si le parti était mieux à même de mener campagne sous ses propres couleurs et en son propre nom, tout en étant ouvert à la conclusion d'alliances en cas de nécessité et en fonction de critères politiques clairement établis. Nous devons lutter pour retrouver cette autonomie.

Les causes de l'affaiblissement du PCF au cours de ces dernières décennies sont multiples, intérieures et extérieures au parti à la fois. Il n'y a pas lieu, ici, de les examiner toutes. Disons seulement que nos faiblesses programmatiques, ainsi que les compromissions politiques qui ont jalonné notre histoire (notamment dans le cadre de nos rapports avec le Parti Socialiste), ont considérablement brouillé la signification politique du PCF dans la conscience populaire. On ne refait pas le passé. Il faut surtout se tourner vers l'avenir. C'est dans cet esprit que nous avons tenté de donner quelques axes prioritaires allant dans le sens d'un redressement politique et organisationnel du parti.

Toujours est-il que la recherche d'alliés est souvent considérée – à tort ou à raison – comme une manière de compenser le rétrécissement de notre base électorale et conserver le plus grand nombre d'élus possible. La campagne présidentielle de 2012 a été menée de façon énergique autour d'idées et de revendications radicales, laissant entrevoir, aux yeux de la couche la plus militante et active des travailleurs, les contours d'un programme révolutionnaire. Le programme *L'Humain d'abord* s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires et les rassemblements de la campagne étaient les plus importants et les plus militants jamais vus en France depuis longtemps. La campagne nous a permis de renouer avec une large couche de militants syndicaux et de jeunes. Mais depuis, le Front de Gauche, tel qu'il était en 2012, s'est disloqué. Par ailleurs, trop souvent, les accords conclus avec d'autres formations politiques leur accordent des concessions hors de toute proportion avec leurs forces militantes et leur implantation sociale, donnant l'impression que c'est aux communistes de fournir les « troupes » et aux autres de ramasser les places.

Le problème des alliances est une question tactique et il serait vain de vouloir nous enfermer dans des schémas trop rigides. Cependant, quelques critères fondamentaux s'imposent. Nous

ne devons pas nous engager dans des alliances ou participer aux exécutifs qui nous associent à des idées ou à des actions contraires à nos principes. Aucun élu communiste, par exemple, ne devrait cautionner ou s'associer à des privatisations de services publics. Pourtant, le cas est malheureusement loin d'être inconnu.

Enfin, il y a le problème du Parti Socialiste. Dans les ministères et dans ses instances dirigeantes, le Parti Socialiste défend des intérêts capitalistes sur toute la ligne. Les objectifs politiques des dirigeants socialistes ne se distinguent nullement de ceux des partis de droite. Ils prennent leurs ordres auprès du MEDEF, s'attaquant tour à tour aux retraites, à la sécurité sociale, aux 35 heures, au Code du Travail, aux droits et allocations des plus vulnérables. Ils accompagnent les capitalistes dans le démantèlement de l'infrastructure industrielle de la France, condamnent et persécutent des syndicalistes. Cette politique réactionnaire trouve son prolongement dans l'arène internationale, où le gouvernement « socialiste » arme des dictateurs contre les peuples et mène des guerres à des fins impérialistes.

On nous dira que le Parti Socialiste n'est pas un parti homogène, qu'il y a des militants, des sections et même des dirigeants de deuxième ou troisième rang qui ne soutiennent pas la politique du gouvernement. Ceci est vrai. Mais le fait est que la conclusion d'accords électoraux qui présentent le PCF comme un « allié » du Parti Socialiste pose clairement problème. La dernière participation gouvernementale du PCF avec les socialistes (1997-2002) a porté gravement préjudice à celui-ci. Les effectifs du parti se sont effondrés. Le gouvernement Jospin a privatisé à tour de bras (plus que tout autre gouvernement dans l'histoire de la France) avec, hélas, l'implication directe des ministres communistes. La privatisation d'Air France, dont on voit aujourd'hui les conséquences désastreuses, remonte à cette époque. Aujourd'hui, des scénarios de compromission semblables peuvent se produire aux échelles municipale, régionale, etc. Sans aller jusqu'à exclure en toutes circonstances des accords avec le Parti Socialiste, il est clair que ceux-ci ne peuvent éventuellement se justifier qu'à condition que les socialistes en question défendent réellement les intérêts populaires contre ceux des capitalistes et qu'ils prennent clairement position contre la politique de régression sociale de « leur » gouvernement. En aucun cas, des représentants du PCF ne devraient cautionner ou passer sous silence des mesures régressives, privatisations etc., mises en application par le Parti Socialiste.

Internationalisme Contre la guerre impérialiste

Dans le *Manifeste Communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels affirment que les travailleurs « *n'ont pas de patrie* ». Ceci ne signifie pas que nous sommes indifférents au pays dans lequel nous vivons ou que nous sommes indifférents à son destin. Cela reviendrait à dire que nous serions insensibles aux conditions politiques, sociales et culturelles dans lesquelles nous menons nos luttes. Mais cela signifie, par contre, que les communistes doivent déterminer leur attitude envers les problèmes qui se posent non pas d'un point de vue étroitement « national », comme si les classes n'existaient pas, mais du point de vue des intérêts des travailleurs en tant que classe internationale. Nous sommes résolument internationalistes, non pas par sentimentalisme, mais parce que cela exprime les intérêts communs des travailleurs du monde entier, face à l'exploitation et l'oppression. Suivant le principe de « *diviser pour mieux régner* », les capitalistes et leurs représentants politiques veulent à tout prix diviser les peuples des différentes nations et semer la haine entre les travailleurs selon la couleur de leur peau, leur religion ou leur culture. Nous le voyons avec les discours visant à stigmatiser et à refouler les migrants qui se dirigent vers l'Europe en fuyant la guerre et la famine dans leurs pays d'origine. Notre lutte pour la solidarité internationale et contre le racisme fait partie intégrante de notre lutte contre le capitalisme en France et dans le monde.

En Europe, en Amérique latine, en Afrique, en Palestine, à Cuba, partout où les peuples sont en lutte pour résister au capitalisme et à l'impérialisme, pour la paix et pour leur propre éman-

cipation sociale et politique, ils peuvent compter sur le soutien et la solidarité des communistes de France. C'est aussi au nom de notre internationalisme que nous devons nous opposer aux guerres impérialistes, dont les conséquences sont désastreuses pour l'humanité. Les interventions militaires en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Irak et en Syrie ont été menées au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais derrière ce prétexte se cachent les intérêts économiques et stratégiques des puissances impérialistes. Profitant de l'impact sur l'opinion des atrocités terroristes, Hollande nous a promis une guerre plus impitoyable que jamais « contre le terrorisme ». Il oublie de préciser par quel miracle des frappes aériennes en Irak ou en Syrie pourront enrayer le terrorisme, alors que de longues années de guerre et d'occupation en Afghanistan ont échoué en ce sens. Il en a été de même ensuite en Irak et en Libye, où les centaines de milliers de morts, les destructions, persécutions et déplacements des populations se sont accompagnés, au contraire, d'une croissance exponentielle du terrorisme. Ce sont les interventions successives de l'impérialisme qui ont créé les conditions de l'émergence de cette forme de fascisme qui se nomme « l'Etat Islamique ».

Nous devons systématiquement exposer l'hypocrisie des justifications officielles de la guerre au Moyen-Orient et expliquer les véritables intérêts qui sont en jeu. Le PCF doit exiger le retrait de la France de l'OTAN et s'opposer à toutes les « grandes coalitions » destructrices, aux États d'urgence et à toute la panoplie meurtrière de la guerre impérialiste. L'opinion publique peut être manipulée. Le capitalisme dispose d'une machine politico-médiatique très puissante. Des guerres impérialistes peuvent mêmes être soutenues par l'opinion publique, dans un premier temps. Par conséquent, notre opposition à la guerre peut ne pas être immédiatement « comprise ». Mais nous ne devons pas chercher un consensus avec cette opinion publique manipulée. Ne disons pas ce que les gens veulent entendre. Disons-leur la vérité.

Notre combat pour en finir avec le capitalisme en France s'inscrit dans une perspective de lutte à l'échelle européenne et mondiale. Une organisation socialiste de la société serait impossible à maintenir durablement dans le cadre d'un seul pays, que ce soit en Europe ou ailleurs. C'est pour cette raison que, dans le passé, le projet d'une fédération socialiste de l'Europe figurait dans les perspectives politiques du parti. Mais cet objectif ne pourrait se réaliser que par l'extension d'une transformation révolutionnaire ayant eu lieu dans un ou deux pays du continent. Il faut commencer quelque part. Nous luttons en France, mais dans une perspective internationaliste.

Un projet de société **Ouvrir de nouveaux horizons à l'humanité**

Avec notre activité militante, notre implication dans les luttes et la nécessité de renforcer le PCF sur les plans politique et organisationnel, nous avons beaucoup à faire. Mais aucun des problèmes qui se posent n'est insurmontable. C'est un défi à relever. Nous avons nos faiblesses. Mais nous avons aussi nos forces. Combien de fois nos adversaires politiques ont-ils proclamé la mort du PCF ? Ils prennent leurs désirs pour la réalité ! Non, notre parti est loin d'être mort et il ne mourra pas. Il repose sur une longue tradition de luttes et de résistances. Aucun parti n'est mieux placé que le nôtre pour donner une expression politique de la lutte contre l'injustice, l'exploitation et tous les ravages du capitalisme. Renforçons davantage nos liens avec les organisations syndicales combattives, avec les associations militantes. Créons des liens plus forts avec les partis de gauche et les organisations syndicales à l'étranger. Renouons avec les traditions politiques, programmatiques et théoriques du marxisme. Le chômage de masse et la régression sociale sont bien trop graves pour être résolus par des demi-mesures et des réformes superficielles. Des mesures décisives contre le capitalisme s'imposent et c'est au PCF de présenter un programme qui incarne cette exigence. En liant nos revendications sociales et politiques immédiates à la nécessité d'exproprier les capitalistes, les communistes se donneront non seulement de grands objectifs, mais aussi les moyens de leur réalisation. C'est précisément sur cette question, entre autres, que le PCF se distinguait des réformistes et autres « sociaux-

démocrates » dans le passé. Si nous parvenons à réorienter le parti dans ce sens, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

Nous avons sans doute tendance à mettre l'accent sur les raisons « négatives » de notre engagement communiste. Nous sommes contre la précarité, contre le racisme, contre le chômage. Il faudrait davantage expliquer toutes les raisons positives de la lutte contre le capitalisme. Les richesses générées par le travail sont actuellement accaparées par la classe capitaliste, mais lorsque les rouages essentiels de l'économie appartiendront à la collectivité, la production pourra enfin être organisée sur des bases rationnelles et démocratiques pour le bien public et non plus pour le profit privé. Dans cette société nouvelle, libérée de l'emprise des capitalistes, les ressources gigantesques générées par l'économie, enfin soustraites au contrôle des capitalistes, permettraient une amélioration substantielle du système éducatif, des services de santé et de tous les autres services publics. Nous pourrions progressivement effacer les inégalités et les injustices flagrantes créées par le capitalisme et garantir à chaque individu, quel que soit son âge, sa couleur ou son sexe, les conditions d'une existence digne.

Nous sommes pour une nouvelle République. La République idéalisée, romancée et mythique, celle qui incarnerait la Liberté, l'Égalité et la Fraternité n'existe, pour le moment, que dans l'imaginaire. La Cinquième République en est très loin. C'est précisément la « République des riches » contre laquelle Robespierre nous mettait en garde. Oui, tout le monde est libre d'une certaine façon, comme des renards libres parmi des poules libres ! Et comment peut-il y avoir d'égalité entre exploiters et exploités, ou la fraternité entre des classes aux intérêts diamétralement opposés ? La République que nous voulons ne deviendra possible que lorsque l'État et l'économie ne seront plus sous l'emprise de la classe capitaliste.

Le programme communiste est un programme libérateur, un programme d'espoir qui s'appuie sur notre confiance en la capacité du peuple à réorganiser la société sur des bases nouvelles, sans les capitalistes. A la veille de la Révolution française, l'Abbé Sieyès pouvait écrire que le « tiers état », considéré comme « rien » par les tenants de l'Ancien Régime, était en fait « tout ». Aujourd'hui, nous pouvons dire avec infiniment plus de justification que le salariat est « tout » dans la société moderne. Sans lui, rien ne peut se faire. Penser que les travailleurs n'ont pas les compétences requises pour diriger la société, c'est perdre de vue le fait qu'aujourd'hui, déjà, même sous le capitalisme, les salariés assurent pratiquement toutes les fonctions essentielles de l'économie et de l'administration, sans pour autant en avoir la maîtrise. La fonction sociale des travailleurs signifie qu'ils possèdent un immense pouvoir. Le problème, c'est qu'ils n'en sont pas suffisamment conscients. Notre rôle, en tant que communistes, est d'aider, par notre présence dans les luttes et par la force de nos idées, à la compréhension de cette réalité. Pourquoi le destin de la société tout entière devrait-il être suspendu au pouvoir et à la cupidité des capitalistes ? La société nouvelle que nous voulons sera fondée sur le contrôle et la direction démocratiques de l'économie, de l'État et de l'organisation sociale en général.

Sous le capitalisme, l'introduction de la technologie signifie le plus souvent des suppressions d'emplois. Les hommes sont remplacés par des machines. Là où il fallait deux salariés, un seul suffit. Ainsi, alors que les moyens de créer des richesses augmentent, les différentes manifestations de la pauvreté augmentent, elles aussi. Le socialisme, par contre, se servira de la technologie pour réduire le temps de travail pour tous et permettre ainsi à la masse de la population de s'intéresser davantage aux questions de société, à la politique, la science, l'art, la poésie et la littérature, à son environnement et à l'écologie, au monde et à l'univers qui l'entoure. Bridées et étouffées sous le capitalisme, l'intelligence et la créativité de l'ensemble de la population seront libérées et porteront la société vers de nouveaux sommets d'accomplissement. L'objectif de « l'humain d'abord » pourra enfin devenir une réalité.

Premiers signataires :

Greg Oxley (75), Laurent Gutierrez (21), Fabien Lecomte (28), Jules Barachin (75), Allain Duguet (30), Mélina Godet (76), Gauthier Hordel (76), Claudine Duteuil (27), Thomas Jacq (29), Eric Jouen (76), Jacques Lesne (93), Gweltaz Malcoste (56), Jade Rebut (76), Sylvain Roch (19), Françoise Gegot (75), Boris Campos (35), Jean-François Garcia (02), Geoffroy de Villepin (75), Patrick Courteix (19), Arthur Lalan (80), Paul Garcia (30), Henry Xavier Hofbauer (67), Gérard Despretz (93), Claude Sayag (30), Clara Cosquer (75), Christophe Baumgarten (75), Jean-Paul Labalette (28), Arlette Téphany (75), Marie-Ange Papais (31), Morgan Termeulen (04), Edouard Martin (12), Julien Canel (76), Michèle Cheret (30), Wassily Hauchard (76), Yannick Prunier (79), David Noël (62), Pascal Esposito (20), Loïc Karboviac (56), Eliane Marcou (30), Jean-Luc Leriche (76), Annick Podevin (27), Micheline Benoi (30), Karakilink Burchan (76), Béatrice Clais (27), Bernard Coste (30), Marlène Amrami (76), Anthony Pujalte (30), Pierre Yves Regnignand (76), Françoise Deliquaire (76), Pierre Yves Jabol (76), Gatien Zuliani (76), Jean-Luc Brouté (76), Jean-Luc Cantoni (76), Fabrice Ait-Ouakli (30), Danièle Lipari (76), Philippe Benard (76), Francis Croizer (30), Mireille Pantel (30), Claudine Yon (76), Pascal Bavencove (62), Karim Asnoun (77), Valère Barraza (30), Thierry Plantier (30), Didier Porthault (21), Jean-Paul Souchon (30), Anne-Lise Delacruz (30), Claude Delacruz (30), Bernadette Borda-Silvand (31), Thierry Bisson (34), Victor Rodrigues (21), Sarah Bach (75), Mario Luchin (21), Makan-Oule Dembele (93), Karim Mezghenna (30), Serge Tarentello (30), Christian Rougier (30), Danielle (30), Jean Duterte (51), Jean-Claude Lagarde (17), Lucette Angelini (30), Sébastien Claire (03), Jean Van Bervessles (08), Rose Sellini (45), Claudine Lalauze (30), Aurélia Soler (29) André Perez (30) Alice Perez (30), Alain Theux (33), Marcel Genty (21), Amélie Rivière (19)...